

18 Organisations nationales présentes : *Alter, SNABF Solidaires, SNJ, Solidaires CCRF & SCL, Solidaires Jeunesse et Sports, Solidaires Météo, Solidaires RATP, SUD CAM, SUD Commerces et Services, SUD Collectivités territoriales, SUD Education, SUD Culture et Médias Solidaires, SUD FPA Solidaires, SUD PTT, SUD Rail, SUD Recherche EPST, SUD Santé Sociaux, SUD Solidaires FPA + UNIRS.*

Excusées : *Solidaires Finances publiques, SUD Energie, SUD-Solidaires BPCE.*

Nombre total de personnes présentes (hors SN) : 24

Taux de féminisation (hors SN) : 29 %

ORDRE DU JOUR

- 1 - Actualités sociales / Mobilisations**
 - 2 - Trésorerie**
 - 3 - Journées « Et voilà le travail »**
 - 4 - Campagne « Stop impunité »**
 - 5 - Adhésion de Solidaires Jeunesse et Sports**
 - 6 - Divers**
-

Rappel : Vous pouvez retrouver le calendrier, les convocations (+ documents préparatoires) et les comptes rendus des Comités et Bureaux nationaux dans l'espace privatif du site Internet de Solidaires à l'adresse :

<http://www.solidaires.org/-Comptes-rendus-du-Bureau-national-et-du-Comite-national>

1. Actualités sociales / Mobilisations

La période récente a été marquée par plusieurs éléments d'importance :

- la première, et nous avons pu chacune et chacun la ressentir de manière directe et concrète, c'est l'aggravation sensible de la crise climatique avec un été marqué en France et sur l'ensemble du globe par des records de température. Ce n'est pas sans conséquence qu'il s'agisse des sécheresses, des incendies, des fontes de glaciers et, in fine, pour les habitant-es de la planète.

Cette expérience vécue et concrète du réchauffement climatique peut sans doute être un élément moteur dans la construction des mobilisations. Les forces capitalistes en sont parfaitement conscientes et tentent de s'accaparer le sujet à leur avantage et à celui d'un « capitalisme vert » qui a pour seul objectif de poursuivre l'exploitation effrénée des ressources de la planète.

- la seconde, c'est l'augmentation des signaux avant-coureurs de la prochaine crise financière annoncée par tous les économistes comme inéluctable. A plusieurs reprises pendant l'été, les bourses mondiales furent chahutées, en raison notamment des guerres commerciales en cours, notamment entre la Chine et les États-Unis et des tensions politiques européennes (Brexit, situation politique italienne, etc.), le tout marqué par un contexte où malgré la multiplication des accords de libre-échange, la phase de la mondialisation engagée depuis plus de 30 ans semble approcher de sa fin.
- en troisième, c'est la poursuite à divers degrés d'intensité mais toujours dans la durée des révoltes populaires sur là aussi l'ensemble de la planète, c'est le cas à Hong-Kong, en Algérie, au Chiapas et en France avec les gilets jaunes qui poursuivent samedi après samedi leurs mobilisations. Face à ces révoltes les régimes autoritaires s'étendent et répriment, c'est le cas au Brésil ou en Grèce mais aussi en France où manifester n'est plus un droit effectif. L'État assume pleinement les violences policières qui ont passé un nouveau cap avec " l'affaire Steve" et plus récemment la négation des blessures faites aux GJ.

C'est dans ce contexte mondial particulier que c'est tenu le G7 à Biarritz à la fin août. Il est, malheureusement, indéniable que Macron aura réussi l'organisation de ce sommet dont personne n'attendait grand-chose en maîtrisant la communication autour de celui-ci. A l'opposé, le contre-G7 auquel Solidaires appelait apparaît aux yeux de beaucoup comme un échec.

On pourrait, comme beaucoup qui n'y était pas, gloser longuement sur des sites et les réseaux sociaux sur les gentils non violent-es et les méchants violent-es, à moins que cela ne soit l'inverse... mais le syndicalisme d'émancipation que nous portons sait que les choses ne sont jamais aussi simples que cela.

Quelques éléments pour ouvrir le débat :

- le travail entre les plateformes basques et hexagonales n'a pas été simple, ni d'ailleurs à l'intérieur des plateformes où les tentatives d'aller vers un consensus sur les actions pendant le contre-sommet ont conduit à beaucoup de crispations, départs et tensions. Il est évident que le contexte politique au pays basque a pesé lourdement dans les décisions prises et n'a pas toujours permis une ouverture vers les autres forces. La méconnaissance de ce contexte du pays basque par certain-es a aussi été un frein.

- au plus fort des mobilisations, la manifestation du samedi n'a réuni qu'au grand maximum 15 000 personnes dont un maigre cortège de Solidaires d'une cinquantaine de camarades et était essentiellement composée de militant-es basques. A aucun moment ce contre G 7 n'a été en capacité de déborder ou imposer des initiatives face au quadrillage militaire et policier non pas par la « faute » des organisateurs mais surtout par manque de forces effectives.

- la forme même de ce contre-sommet à mi-chemin entre une université d'été des mouvements sociaux improvisée et sa volonté d'apparaître face au G7 n'a que très peu permis de contre balancer la communication de celui-ci. Cela doit nous interroger sans doute sur les formes et temporalités de nos mobilisations. Le fait que le prochain G7 se déroule sur un golf appartenant à Trump à Miami nous y obligera. C'est sans doute la suite logique de l'épuisement des FSM.

- malgré cela, des échanges ont pu avoir lieu sur l'autoritarisme, le féminisme, les enjeux climatiques et sociaux et quelques actions déterminées comme la manifestation féministe non mixte et non déclarée du jeudi soir démontrant que des énergies sont disponibles et des rencontres possibles. Il est sans doute important pour notre syndicalisme de réfléchir sur nos alliances et nos modes d'actions. Ce contre-sommet en a démontré l'acuité.

Des dates :

Comme beaucoup le secrétariat a pu constater à la fin de la période estivale qu'un nombre important de dates de mobilisations étaient inscrites au calendrier de septembre, qu'ils s'agissent de mobilisations sectorielles sur lesquelles nous vous laisserons intervenir ou d'autres proposées ou plutôt posées par tel ou telle. N'oublions pas non plus les gilets jaunes qui semblent reprendre du souffle et préparent le 21 septembre.

Côté fonction publique, une intersyndicale se tient ce jeudi 5 au soir, la question des possibilités de mobilisation autour des services publics (impact de CAP 2022, privatisations, marchandisation) et de la réforme de la fonction publique, se pose, avec une articulation nécessaire avec l'interpro. La CGT fonction publique propose une semaine de mobilisation/ actions, sans appel à la grève, du 16 au 23 septembre, semaine au cours de laquelle certains secteurs ont déjà prévu des mobilisations sectorielles comme par exemple le 16 septembre aux finances publiques.

Justement sur les 20 et 21 septembre, Climat, justice sociale, Mobilisation générale

Un an après les premières mobilisations climat d'ampleur, les mouvements pour le climat se multiplient et s'organisent en France et dans de nombreux pays :

- la mobilisation de la jeunesse a construit plusieurs journées d'action et d'appel à la grève qui ont réuni en France principalement lycéen.nes et collégien.nes ; un mouvement de désobéissance avec des actions radicales a pris de l'ampleur cette année notamment avec l'arrivée d'Extinction Rebellion (XR), présent maintenant dans plusieurs pays ;

- le mouvement syndical, à la traine, commence à s'impliquer et pour une partie par l'implication affichée de Solidaires dans le mouvement climat (Texte intersyndical, Solidaires, CGT, FSU du 1er mai et du 24 mai) ; L'intersyndicale réunie à la CGT mardi 3 septembre a validé un projet d'appel qui, du fait de la FSU, ne comporte cependant pas d'appel à la grève pour ces dates ;

- les mobilisations sociales avec les gilets jaunes ont pesé dans la réflexion des mouvements climat en France pour faire le lien entre urgence écologique et justice sociale ;

- du côté des politiques, l'écologie a été un des débats majeur des élections européennes et n'est sans doute pas étrangère à l'annonce de la Banque européenne d'Investissement (BEI) de ne plus financer les projets liés aux énergies fossiles même si cela reste à concrétiser ; Macron a tenté d'apparaître en défenseur du climat au niveau international lors du G7 sans pour autant masquer l'inaction et le manque de volonté de son gouvernement. Il renvoie à la convention citoyenne sur le climat qui doit se réunir prochainement, les mesures d'urgence qu'il n'a pas mises en œuvre jusqu'à présent.

- enfin, au niveau international, le 23 septembre, l'ONU organise un sommet action climat qui doit répondre à la mise en œuvre des objectifs de l'accord de Paris de 2015

Les mobilisations climat de septembre

De nouvelles mobilisations internationales pour le climat sont prévues en septembre auxquelles Solidaires appelle et doit poursuivre le travail de conviction sur l'importance de lier urgence écologique et justice sociale dans nos communications, dans notre action syndicale et au sein de l'inter-orga climat (Les amis de la Terre, ATTAC, Youth for Climat, Solidaires, 530.org, Greenpeace, Alternatiba-ANVCop 21, Citoyens Pour Le Climat, ...)

Cette dernière a retenu deux dates de mobilisation le 20 et le 21 septembre avec un message commun, « climat, justice sociale : mobilisation générale ».

Une tribune d'appel été publiée en juillet sur le site de Médiapart :

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/220719/mobilisons-nous-pour-la-rentree-climatique-et-sociale-les-20-et-21-septembre>

L'inter-orgas climat s'est fixée plusieurs objectifs :

- Mettre en avant l'ampleur internationale du mouvement climat, des luttes sociales et du besoin de changement démocratique.
- Montrer que la mobilisation pour le climat est populaire, massive et internationale.
- Massifier et étendre la diversité des acteurs, des organisations et des collectifs qui soutiennent les mobilisations.
- Rendre incontournable le lien climat et social en mettant en avant lien avec les gilets jaunes, des syndicats et des mouvements sociaux.
- Montrer que, après 1 an, le mouvement a changé de ton et que la société civile est prête à se mobiliser pas seulement pour interpeller les gouvernements mais pour augmenter le rapport de force.

⇒ **20 septembre**, Youth for climat (Y4C), journée internationale de grève pour le climat

Dans de nombreuses villes, sur tout le territoire, se préparent des événements, rassemblements, manifestations, débats publics, à l'initiative des jeunes, ouverts à toutes les générations et notamment les salarié.es pour qu'illes se joignent aux jeunes par la grève et dans la rue.

Solidaires, appellera à la grève et a déposé un préavis de grève dans la fonction publique.

⇒ **21 septembre**

A l'initiative entre autres, des amis de la Terre et d'Alternatiba, le 21 septembre sera l'occasion de nouvelles marches et d'actions de désobéissance sur tout le territoire.

A noter pour les Solidaires locaux, Greenpeace se charge de contacter les groupes locaux pour une préparation collective localement.

Du fait des différentes dates de mobilisation sur le climat dans cette période, le Réseau syndical international appelle à une semaine de mobilisation internationale du 20 au 27 septembre sous le slogan « Le capitalisme détruit le climat ». Le matériel et l'appel sont disponibles sur le site

Notons aussi dans nos agendas les autres échéances de l'actualité :

- A Bure les 21 et 22 septembre (week-end antinucléaire et féministe) <https://bureburebure.info/weekend-antinucleaire-et-feministe-21-22-septembre-2019/>
- Les 28-29 septembre Bure-Nancy : Initiative Vent de Bure à Nancy. <https://ventdebure.com/> sur laquelle nous devons engager nos forces.
- Du 7 au 12 octobre, semaine internationale de la rébellion (Extinction Rebellion) et du 11 au 19 octobre, à l'initiative d'ATTAC, actions de désobéissance, contre l'impunité des multinationales
- 29 novembre : dans le cadre de la journée d'action contre le Black Friday et les surconsommations inutiles, la campagne Stop-Impunité propose un « vendredi noir pour Amazon ».

Sur les retraites :

Le projet sur les retraites est maintenant officiel. Le gouvernement veut tenter de légitimer par une consultation citoyenne un projet qui ne lui semble pas si simple à faire passer. S'il a de son côté le fait que

pour de très nombreux-ses salarié-es et en particulier les plus jeunes, le système actuel n'est plus crédible, il marche sur des œufs. Parce que la majorité des syndicats et de nombreux secteurs professionnels sont opposés à celui-ci, parce que de nombreuses manifestations de retraité-es ont eu lieu ces dernières années, et que la question du montant des retraites était très présente dans les manifestations des Gilets jaunes.

Cela veut dire qu'en dépit du timing que le gouvernement ne cesse d'étirer, il est possible de faire de cette question un véritable enjeu de mobilisation interprofessionnelle de l'année qui vient.

La division syndicale globalement, renforcée par la division des initiatives des syndicats opposés à la réforme va nous pénaliser en cette rentrée.

Nous nous rappelons que toutes les mobilisations retraites ont été perdantes (même si elles ont été massives par exemple en 2010), et que si nous voulons être crédibles quand nous nous opposons au projet il faudra dépasser le front des intersyndicales actuelles, travailler plus largement avec d'autres partenaires Attac, Copernic, organisations féministes, mais aussi ceux et celles qui continuent à descendre dans la rue avec les Gilets jaunes, ou les jeunes mobilisé-es sur le climat et dont l'avenir ne se réduit pas à travailler toujours plus pour une croissance capitaliste qui n'est pas leur objectif politique ni de vie.

Des enjeux particuliers existent dans certains secteurs, SNCF, RATP (en grève le 13 septembre avec un appel très large), et dans la fonction publique. Pour certains d'entre eux, le gouvernement tente de contourner les obstacles en étendant l'application de la réforme sur une très longue période.

Il faut préciser aussi, que si nous construisons des mobilisations dans les secteurs qui portent des revendications spécifiques liées aux statuts particuliers, régimes spéciaux, nous ne pensons pas que ces secteurs vont pouvoir porter la mobilisation de tout le monde.

Nous choisissons donc de centrer nos exigences autour :

- de l'âge départ, véritable entourloupe gouvernementale (60 ans max, et moins pour les acquis professionnels et la pénibilité)
- du taux de remplacement (75% et au moins le Smic)
- de l'égalité entre les hommes et les femmes, totalement niée de par les options prévues dans ce projet

Cela implique pour nous le refus de la retraite à points mais c'est une manière de concrétiser nos exigences.

Nous n'avons pas été invité-es à la consultation et pas plus à rencontrer le premier ministre les 5 et 6 septembre mais nous le serons d'une manière ou d'une autre. Il faut sans doute voir si nous maintenons notre participation à des rencontres en cohérence avec notre positionnement général en rappelant que nous avons toujours participé sur ce sujet depuis le début, de la même manière que nos camarades dans les secteurs professionnels consultés.

Une affiche est tirée en deux formats (A4 et A3), un dépliant, il y a aussi de nombreux anciens matériels toujours valables sur le site. Le diaporama de formation sur les retraites est en train d'être mis à jour au vu du Rapport Delevoye. Une journée de formation est organisée le 19 septembre, et la commission protection sociale est toujours disponible pour d'autres.

FO organise une journée de mobilisation le 21 septembre à laquelle, rappelons-le, elle a refusé clairement que d'autres organisations se joignent.

Pour la CGT, c'est la date du 24 septembre à laquelle certaines de nos organisations appellent déjà. Nous avons proposé à l'intersyndicale du 3 septembre de préparer un appel commun à la grève du 24 à valider à ce bureau national mais la FSU, là aussi, a bloqué cette possibilité. Reste à trancher si nous faisons un appel de Solidaires sur cette journée.

Qui qu'il en soit, il nous appartient de reprendre sans doute certains des éléments débattus l'an passé sur nos stratégies et de voir comment nous construisons les rapports de forces indispensables et avec qui nous le faisons.

Sur la campagne : égaux-égales personne n'est illégal

Nous sommes inscrits depuis décembre dernier dans une campagne en faveur de la régularisation massive des sans papiers (campagne très large regroupant collectifs de sans-papiers, syndicats, associations). Celle-ci a donné lieu à d'importantes manifestations et rassemblements dans de nombreuses villes. Elle prend un caractère particulier en Ile de France pour le moment en faveur de la régularisation par le travail, résultat du travail des syndicats impliqués et des collectifs de sans-papiers.

Nous avons une responsabilité particulière de faire que les travailleurs et travailleuses soient à égalité dans le monde du travail, ce qui passe nécessairement par la régularisation, la lutte contre le travail dissimulé et la surexploitation des travailleur-euses sans-papiers.

Nous sommes impliqués via Solidaires 94 et la fédération SUD PTT dans le soutien actif à la lutte des travailleurs de Chronopost, filiale de la Poste à 100% donc de l'Etat à 100%, victimes de sous-traitements en cascade et de conditions de travail et de rémunération indignes.

Ce conflit qui dure depuis le 11 juin a rassemblé de nombreux sans papiers en dehors de Chronopost et crée un abcès de fixation capable d'amplifier la campagne.

Ce mois de septembre devrait être un moment de relance de la campagne avec d'autres grèves. Il faut donc nous préparer à agir en commun, en soutien...

Le soutien financier aux camarades de Chronopost doit être adressé à Solidaires 94.

Le RIP contre la privatisation d'ADP :

La réunion du collectif de mardi dernier n'a pas permis malheureusement d'avancer beaucoup et a surtout servi de moment de partage sur les constats négatifs et les difficultés à mener cette bataille et peu de propositions réelles de campagne. Du coup, deux nouvelles réunions sont programmées, une le mardi 10 pour des groupes travail afin de bosser sur les différents aspects de la campagne et le mardi 17 une nouvelle plénière à la bourse à 18 h pour valider les travaux.

Cela fait sans doute le lien avec la proposition de Sud Energie qui vous a été adressée d'organiser une conférence de presse sur la question des services publics.

Pour terminer quelques mots d'André Gorz en 1974 : *"Évoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change. La prise en compte des exigences écologiques*

conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse. Alors mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape. Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres. C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ? »

Principaux éléments des interventions

- **Solidaires Jeunesse et Sports** remercie pour l'introduction faite. Cela bouge un peu partout mais pas sans point d'ancrage fort pour l'heure. Nous sommes tous d'accord sur le fait que nous sommes face à une offensive généralisée capitaliste et patriarcal, dès lors, il est surtout important de passer du temps pour savoir ce qu'on peut faire à notre niveau. Nous sommes déjà avec 10 dates de mobilisations sur le mois de septembre. Certes c'est le signe que les luttes existent, mais il n'existe pas assez de liens/coordination. Le syndicat porte plusieurs propositions. La première, en partant du principe qu'aller partout ne suffira pas, c'est que notre Union syndicale doit clairement dégager une date et pousser sur celle-ci. La plus favorable semble le 24 septembre (mais le mandat de Solidaires Jeunesse et Sports n'est pas figé sur celle-ci si une autre apparaît meilleure dans les débats). Seconde proposition : constat est fait que nous manquons de coordination entre deux BN, journées stratégies (à relancer), commissions ; ces réunions ne suffisent pas pour se coordonner sur des dates et on se neutralise nous-mêmes avec des dates différentes ; dès lors, créons un groupe de travail sur la stratégie des luttes, en lien avec un-e membre du SN, en amont de chaque BN (environ quinze jours avant). Nous devons être plus réactifs-ives. Le sujet des retraites peut notamment servir de point d'accroche pour la période qui s'ouvre. Il faut faire gaffe « au syndrome de la tergiversation » en notre sein et arrêter rapidement une première date de réunion

- **SUD Rail** a tenu son Conseil fédéral hier et rappelle que dès le précédent, avant les congés, il avait communiqué son souhait d'un mouvement d'ampleur avant la fin de l'année. La rentrée telle qu'elle se présente, éclatée avec de très nombreuses dates, n'est pas forcément négative dans cette perspective. L'aspect « retraites » est effectivement un axe important, et SUD Rail finalise un document qui sera relayé. Cette question pose aussi la question du travail, du pouvoir d'achat, de la justice sociale. Il veut faire converger dans le secteur sur le 24 septembre. Il y aura un appel à la grève et à manifester. Des équipes FO du Rail veulent appeler le 24 et non le 21. Solidaires doit appeler le 24. Notre stratégie doit être arrêtée en BN (pas en GT) et être massivement dans la rue. On ne peut être contre une proposition de conférence de presse... mais on ne peut être partout et il faut hiérarchiser.

- **Solidaires Météo** souligne que Météo France est au centre des expertises sur le climat et ses évolutions. Un de ses cœurs de métier est la prévision... Or, les pertes d'effectifs sont massives (500 prévues sur 2017/2022 sur un effectif initial de 3 200 agents !). Le secteur est face à une casse sociale avec des méthodes dures ressemblant fortement à celles utilisées à France Télécom. Une tentative de suicide est signalée. PDG et SG sont partis, une nouvelle arrive. Le syndicat a tenu son congrès en juin et a notamment discuté d'un investissement plus fort dans les débats actuels sur le climat... ce qui n'est pas simple au vu du temps à consacrer aux problématiques du secteur. Peut-être via la mise à disposition de supports écrits/visuels ? S'agissant des retraites, le personnel travaille en H24 et en service de nuit... mais sans être en catégorie active. C'est compliqué de faire entendre sa petite voix sur les questions de pénibilité.

- **SUD Collectivités territoriales** a diffusé un tract de rentrée. Le syndicat est désolé/furieux de voir une telle agglomération de dates en la période, dans Solidaires y compris. Face au capitalisme, il faut sortir du catégoriel, le 24 septembre peut sans doute fédérer. D'autres tracts existent : sur la réforme territoriale, ADP (avec la mise en œuvre d'une campagne),... Pour l'heure, il n'y a pas d'intersyndicale sur les retraites et la réforme territoriale. SUD CT partage le revendicatif et notre ligne sur les retraites. Il appellera également aux mobilisations climat mais sans sortir de matériel au niveau fédéral. Celui-ci subit une série noire en son sein (accident, maladie,...) et s'excuse sur le manque de disponibilité qui en résulte.

- **SUD Education** souligne une actualité marquée par la rentrée scolaire avec quelques premières mobilisations bien en deçà de celles observées avant la période des congés scolaires. Des mouvements de grève existent cependant sur des problématiques locales. Un communiqué a été publié suite à la sortie raciste et sexiste de Blanquer. SUD Education appelle, avec un préavis spécifique, aux mobilisations climat des 20/21 septembre et relaye les infos auprès des collègues. Le dossier des retraites sera un des gros sujets des mois à venir dans un secteur qui va être très fortement impacté. La date du 24 septembre peut apparaître comme une date de convergence et SUD Education, qui a prévu d'y appeler, souhaite que Solidaires y participe. La formation du 19 septembre est une bonne initiative qui sera ensuite déclinée dans la fédération. Le cadre ADP très hétérogène, avec la présence de politiques, est problématique. SUD Education n'est pas contre la tenue d'une conférence de presse sur les Services publics, même si une telle décision ne doit pas relever forcément d'une discussion en BN.

- **SUD PTT** pense que l'étirement du timing gouvernemental sur le projet de réforme des retraites (certains aspects lui faisant peur) nous offre un répit. Nous n'aurions pas été en capacité de répliquer en cette étape. Il faut voir ce qu'on met en place et quel type de campagne on mène. Le 24 septembre est la moins mauvaise date et SUD PTT souhaite que Solidaires y appelle. Cependant, attention à être bien tranchant dans notre forme d'appel, y compris dans la critique. La formulation qui a été employée par rapport aux Gilets jaunes est la bonne (« d'autres formes d'actions sont possibles, c'est ce qu'ont montré les GJ »). Il faut pointer la détermination/radicalité positive de ce type de mouvement par rapport aux cadres syndicaux classiques. Il faudra faire un gros effort sur la question femmes et retraites. Sur ADP, effectivement, le cadre collectif ne fonctionne pas... et d'ailleurs, plus globalement, aucun cadre collectif actuel ne fonctionne bien ! Avec ADP nous sommes loin d'une campagne type votation citoyenne mais plus proche du modèle de celle sur le TCE. La lutte Chronopost dans le 94 ne peut tenir et gagner que grâce au piquet de grève... ce qui implique de forts coûts logistiques et la nécessité de poursuivre une solidarité financière indispensable. De nouvelles initiatives sont prévues (Marche des solidarités le 6 septembre, manifestation à Montreuil le 7 septembre et nouveau rassemblement devant le siège de La Poste mi-septembre - le 16 ?). Dans l'absolu, il est difficile d'être contre la proposition de Solidaires Jeunesse et Sports... mais la multiplication des dates n'est pas le fait des équipes de Solidaires et chaque secteur à son rythme et ses échéances propres. Avant d'aller vers un groupe de travail, il faudrait comme 1^{ère} étape que chaque OS, SUD PTT comprise, prenne l'habitude d'envoyer des contributions sur l'état de son secteur avant chaque BN/CN.

- **SUD Commerces et Services** souhaite pointer principalement certains aspects : une actualité très marquée par le marathon des élections CSE (Amazon, Monoprix, Foot Locker, etc.) ; la poursuite de la mobilisation (avec ses volets juridiques) chez New Look ; la poursuite d'autres luttes dans le secteur (Mc Do Marseille, mouvement des livreurs, etc.) et l'existence de nombreuses autres en dehors de celui-ci (Chronopost, Mielan, Education, urgences,...). On ne peut pas ne pas aller au 24 septembre, amis il faut y aller avec nos critiques. Le 21 est une journée caricaturale. Nous devons être lucides sur nos capacités. L'intersyndicale nationale à 4 de fait n'existe plus. Sur ADP, il faut arriver au moins au million de signataires. Nous devons faire un bilan collectif de ce qui marche et de ce qui ne marche pas/plus. Nous

avons une fenêtre de tir devant nous pour essayer de construire autre chose à la base, ancrée sur les territoires. Il faudrait un NKP, ou une mobilisation type Guyane, à la sauce métropolitaine. Il faut effectivement plus d'échanges entre nous entre deux BN/CN afin de mieux nous coordonner.

- **Solidaires RATP** souligne la tenue début juillet d'une intersyndicale (une première depuis de très nombreuses années) dans son secteur à l'initiative de l'UNSA (1^{ère} OS). Un appel à la grève a été lancé pour le 13 septembre. La construction de cette mobilisation se poursuit. Celle-ci devrait être une réussite, au moins dans le ferré. Des matériels unitaires et des heures d'information syndicale communes ont été mis en œuvre ! Les intentions de faire grève sont nombreuses. C'est plus compliqué côté bus. Une nouvelle réunion intersyndicale est prévue ensuite. Sur le 24 septembre, Solidaires RATP a tâté le terrain dans le secteur, le but étant d'essayer de mobiliser le plus possible, mais ce n'est pas folichon côté intersyndical et le syndicat n'appellera pas à la grève s'il doit se retrouver seul à le faire avec la CGT (pas de problème par contre pour que Solidaires RATP appelle à la manifestation). Il appellera également sur le climat, même si le syndicat est bien seul sur ces aspects et que la mobilisation sera très faible. Pas d'opposition à la proposition de Solidaires Jeunesse et Sports... mais il faut être conscient de notre impuissance à faire ce qu'on veut dans les secteurs, c'est déjà compliqué pour les OS les plus grosses de Solidaires et pire pour les autres. On pèse ce qu'on pèse et on ne voit pas ce qu'un groupe de travail pourrait y changer. Seule une action spécifique Solidaires pourrait permettre une convergence entre nous. Le syndicat a entamé un travail sur l'amiante.

- **ALTER** rappelle son champ de syndicalisation et quelques spécificités de celui-ci, notamment par rapport aux débats/campagnes actuels sur ADP, les questions de climat. Plein d'éléments sont souvent mal posés. Réduire la voilure de certaines compagnies ne reviendrait qu'à redéployer l'aérien vers d'autres et ne répondra en rien aux problématiques de fond. Il faut avoir une vision plus globale du transport aérien, de la manière dont on exploite, rechercher la sobriété. Sur ces questions, comme d'autres, il faut offrir une perspective aux salarié-es concerné-es (comme il faut le faire avec ceux/celles du nucléaire, de Monsanto,...). Même si dans le secteur certaines OS sont réac et se battent pour de mauvaises raisons, il faut retrouver un certain enthousiasme par rapport à la campagne ADP pour « faire chier » et essayer de mettre une claque au gouvernement. La question de l'élargissement aux politiques qui sont contre ce projet doit-elle vraiment être un tabou ? Sur les retraites, le secteur appelle à rejoindre la manifestation « Nous ne battons pas en retraite » avec différentes professions libérales initiée par le SAF le 16 septembre. Si les pilotes réussissent à gagner, même avec un appel vérolé, cela peut être positif et favoriser ensuite la lutte d'autres secteurs. La réforme des retraites doit reposer sur un pacte social, prendre en compte les pénibilités. Par ailleurs, le camarade d'Alter, habitant au pays basque, apporte quelques éléments à titre personnel sur les difficultés récurrentes observées localement du fait de l'entrisme de certains avec des dimensions politiques et indépendantistes omniprésentes qui rendent très compliqué tout travail unitaire type Contre-G7. Le syndicat lance un appel auprès des OS membres de Solidaires à un partage d'expérience par rapport à un accord de groupe qu'Air France veut imposer.

- **L'UNIRS** fait dans un premier temps un point sur l'actualité du secteur. Une nouvelle journée nationale de manifestations dans les départements est prévue le 8 octobre. La campagne d'envoi de courriers aux maires/conseils municipaux se poursuit. Une nouvelle réunion du « Groupe des 9 » est prévue. L'UNIRS essaiera de faire élargir le champ d'action/réflexion, de peser pour des actions plus déterminées/musclées, d'intensifier les liens avec les actifs-ives, notamment l'intersyndicale EHPAD. Sur ADP, il faudrait que Solidaires arrive déjà à porter lui-même cette initiative. Il faut arriver à en débattre dans l'opinion publique. Cela peut servir de test pour voir comment on arrive à convaincre au-delà du seul entre-soi. Les questions soulevées par Solidaires Jeunesse et Sports sont pertinentes. Les éléments apportés par Alter notamment sur certaines ambiguïtés qui avaient échappées sont également importants. Une nouvelle fois, la problématique de notre stratégie est posée. En face de nous, les capitalistes ont une stratégie claire. Nous, on court de tous les côtés, secteur après secteur,... et toujours en défensive et en

restant tributaire du calendrier imposé. On continue à faire des appels à mobilisation... et même s'il n'y a personne, on ne fait pas de bilan et on refait de même la fois suivante. Il y a un méga problème ! Faut-il changer le peuple qui ne comprend rien ou nous-mêmes ! A chaque fois on est contre (et c'est normal) mais on apparaît de fait comme les défenseurs d'un existant merdique et comme conservateurs... d'autant que notre projet alternatif n'est pas mis en avant. Il nous faudrait des initiatives propres le mettant en avant. Il faut poursuivre le débat sur notre stratégie.

- **SUD Recherche EPST** se demande si un recensement des « débouté-es » du site ADP est possible ? Son prochain congrès étant dans un mois, le syndicat n'a pas de mandat sur la stratégie à mettre en œuvre dans la période à venir. Dans le secteur, la question n'est pas tant de savoir quelle date privilégiée mais en terme de niveau de mobilisation. Comment augmenter fortement l'audience de la mobilisation pour aboutir à fédérer dans un second temps ? Comment donner un but à toutes ces luttes avec des objectifs précis, concrets et gagnants ?

- **SUD Santé Sociaux** souligne trois dates sur septembre : une rencontre des collectifs de lutte dans le secteur de la psychiatrie ce week-end à Marseille ; une AG le 10 septembre à Paris du Collectif inter Urgences (200 équipes sont actuellement en lutte et SUD Santé Sociaux dépose un préavis quotidien) ; une réunion de travail de la coordination nationale des travailleur-euses du social et médico-social les 20 et 21 septembre [*nb. les 21 et 22 en fait*]. SUD Santé Sociaux essaye de favoriser une mobilisation qui irait plus loin que le niveau local et qui à terme réunirait ces trois secteurs. Le 24 septembre peut servir d'appui dans cette perspective. L'idée de Solidaires Jeunesse et Sports est intéressante. Par ailleurs, SUD Santé Sociaux et Solidaires participe à la campagne unitaire mise en œuvre contre la réforme de la loi sur les mineur-s. Un colloque est prévu pour novembre au Parlement. Les secteurs de Solidaires concernés ont des choses à dire sur ces questions. Il est important que Solidaires s'implique dans cette préparation

Solidaires CCRF & CSL a du mal à comprendre cette rentrée sociale. Il faut développer les convergences. La multiplication des groupes de travail ne sert pas nécessairement. Ce n'est pas le débat de la stratégie de Solidaires qu'il faut poser mais celui de la nécessité de mener celui-ci au sein même de chaque OS dans son secteur propre (même si on sait que ce n'est pas facile quel que soit notre poids). OK avec l'intervention de l'UNIRS. OK également pour acter le 24, même si ce n'est pas satisfaisant. L'importance est de voir comment faire converger les dates.

Principaux éléments apportés en compléments/synthèse

- **Bilan du contre-G7** : L'absence de la moindre intervention sur cette mobilisation, à part le témoignage du camarade d'Alter en qualité « de régional de l'étape », ne fait que confirmer le peu de mobilisation et le désintérêt rencontrés en notre sein pour cette initiative... alors même que plusieurs structures avaient insistées lors du Comité national de juillet sur le fait que cette échéance constituait le point de départ des mobilisations de rentrée. Ce constat, qui peut être généralisé au-delà de cette mobilisation spécifique, n'est malheureusement pas nouveau. Si nous agissons en instances nationales des décisions, souvent par défaut, alors même que nous savons pertinemment que concrètement nous ne serons pas capables de les mettre réellement en œuvre, nous n'avancerons pas plus quel que soit le nombre de réunions « stratégiques » en amont. Dans nos décisions collectives, nous devons être plus sur le réel et dans la réalité de nos capacités. Peut-être faut-il faire moins de choses mais les faire mieux pour être plus crédibles... y compris entre nous. Le bilan du Contre-G7 devrait être l'occasion de nous interroger sur ce type d'initiatives (alors que la vague reflue) sur lesquelles notre Union syndicale s'est beaucoup investie depuis 20 ans. Si nous voulons faire de la convergence avec d'autres forces, il est important de se poser des questions.
- **ADP** : Notre Union syndicale a toujours été claire et il est hors de question pour nous de participer à des initiatives avec la droite, l'extrême droite, ou le PS (qui a mené une politique de privatisa-

tions). C'est sans doute une des difficultés rencontrées dans ce collectif. Alors que cette privatisation et la campagne contre celle-ci devraient être porteuses de plein de débats (services publics, transition, démocratie,...), de fait ce collectif ne débat de rien en son sein.

- **Retraites** : Nous pouvons nous appuyer sur plusieurs éléments, pointés dans les interventions, pour mener notre campagne. Le régime actuel est déjà le fruit de différentes contre-réformes et reculs que nous avons combattus. Le combat actuel ne doit pas viser à préserver l'existant mais à mettre en avant une alternative, à partager tant que possible avec d'autres. Tous ces aspects seront à travailler, ainsi qu'un calendrier de mobilisation, lors de la journée spécifique du 19 septembre, en Commission Protection sociale, dans nos prochaines instances nationales... Au vu des interventions de ce jour, il est acté que Solidaires appelle sur ses bases (avec des éléments stratégiques critiques) au 24 septembre.
- **Fonction publique** : Il faut attendre de voir ce que donnera l'intersyndicale FP de ce soir.
- **Conférence de presse sur les Services publics** : Force est de constater que cette proposition n'a pas clairement recueilli un assentiment général... cette dimension n'est-elle pas l'occasion d'essayer, une nouvelle fois, de relancer la Commission Services publics qui pourrait s'investir dedans ?
- **Proposition de Solidaires Jeunesse et Sports** : Il est rappelé que sur ces mêmes problématiques il avait été initié des journées stratégiques suite à une proposition de SUD CT. Si la dynamique initiale avait été plutôt bonne, le SN s'était ensuite retrouvé bien seul lors d'une autre réunion, organisée dans la grande salle de la Bourse du travail, au final annulée au vu de la présence de quasi aucune structure membre ! Les éléments posés sont évidemment justes, et nos textes/débats de congrès pourront sans doute être l'occasion de travailler de nouveau sur ceux-ci. Cependant, sans attendre, il est proposé, à partir de la proposition de Solidaires Jeunesse et Sports et des échanges de ce jour, que soit organisée une journée visant à affiner cette proposition pour voir au Comité national d'octobre en présence des Solidaires locaux comment on pourrait avancer sur ces questions importantes.
- **La citation d'André Gorz** en fin d'introduction au débat visait à rappeler l'importance qu'il y a à se projeter dans le temps long et pas seulement dans l'immédiateté de la rentrée et du 24 septembre.
- **Femmes** : Un focus sera fait sur l'aspect inégalités F/H en matière de retraites qui constituera un de nos axes stratégiques majeurs sur ce dossier. Les impacts loin d'être négligeables de cette réforme sur une situation déjà largement inégalitaire vont être travaillées. Pour l'heure, il n'y a pas de dynamique entre organisations syndicales sur cet aspect... à nous sans doute d'essayer de l'y porter. Le dynamisme de la manifestation imprévue en non-mixité lors du contre-G7 est un aspect à prendre en compte dans nos réflexions stratégiques. Un [communiqué Solidaires](#) a été publié à la veille de l'ouverture du « Grenelle » des violences conjugales. Solidaires suit ses questions et les collectifs impliqués. Un point sera fait lors du prochain Comité national sur ces questions, y compris sur ce qu'on fait syndicalement. Il convient également de noter la date du 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement qui se traduit par des manifestations de masse dans différents pays (à mettre en parallèle avec la dynamique également observée sur les mobilisations liées au climat)...

Nouvelles (brèves) interventions de structures

- **SUD FPA Solidaires** intervient principalement sur ADP. Il est évident que nous sommes contre cette privatisation. Les modalités mises en place sur le site gouvernemental freinent sans doute (obligation d'avoir à côté de soi sa carte d'identité/passeport pour participer). Pourquoi Solidaires ne mettrait pas en œuvre de son côté une vraie campagne de terrain ? Si le million de signatures n'est pas a minima atteint, ce sera vécu comme une nouvelle défaite. Le Comité national d'octobre devrait se positionner sur cette

proposition. Par ailleurs, le 24 septembre tombe bien pour SUD FPA Solidaires et s'inscrit dans un cadre intersyndical à deux, majoritaire, avec la CGT.

- **SUD Santé Sociaux** souligne que pour l'heure il n'y pas eu de retours/bilan interne sur le Contre-G7 en son sein... donc l'absence de mandat en cette étape ne traduit pas un désintérêt pour ces questions.

- **Alter** réitère sa demande d'échanges/expertises avec d'autres OS déjà confrontées à la mise en place d'un accord de groupe.

- **SUD Collectivités territoriales** précise qu'elle va mener une campagne sur ADP et que dans ce cadre elle a par exemple prévu la présence de camarades avec des tablettes dans des cantines afin d'aider les agents souhaitant soutenir la demande de référendum sur le site gouvernemental. SUD CT précise que les dates exactes pour la rencontre des travailleur-euses sociaux sont les 21 et 22 septembre.

Ultimes éléments de réponse

- **ADP** : Il est demandé à chaque structure membre de faire remonter ses matériaux propres. Evidemment cette question va continuer à être abordée lors de nos instances nationales jusqu'à la fin de cette procédure.
- **Demande exprimée par Alter** : La commission syndicalisation est sans la plus à même à être sollicitée et à disposer de ressources pour essayer de répondre à celle-ci.

2. Trésorerie - Présentation des comptes 2018 pour approbation

⇒ Rappel du contenu de la note préparatoire

Les commentaires aux comptes et les documents financiers de l'exercice 2018 sont présentés afin de préparer l'approbation des comptes en la présence de notre commissaire aux comptes pour la lecture de son rapport.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, les seuls documents à publier au Journal officiel, sont adressés aux structures avec cette note. Le tableau des cotisations reçues et le compte rendu du budget réalisé 2018 seront remis physiquement lors de la réunion du bureau national.

Le compte de résultat dresse l'inventaire des produits et des charges enregistrés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 selon le plan comptable général (obligations légales et réglementaires de la comptabilité).

Le bilan mesure à la date de clôture de l'exercice 2018 d'une part le "patrimoine" de l'Union c'est à dire les liquidités déposées sur ses comptes bancaires, ses biens, ainsi que les créances qu'elle possède envers des structures membres ou d'autres organisations ou fournisseurs (actif); d'autre part, le bilan fait état de nos dettes (passif).

L'annexe précise certains éléments du compte de résultat et du bilan.

* * *

1. Le Bureau national a validé la pérennisation d'un groupe de travail "Budget".

Ce groupe de travail ne se substitue pas à la commission de contrôle financier et il a pour rôle de préparer les points relatifs à la trésorerie qui sont présentés en bureau et en comité national.

Il s'est réuni régulièrement pour vérifier la comptabilité analytique qui est l'outil permettant de suivre la réalisation du budget tel qu'il a été voté en instance nationale. Le groupe de travail a participé à la préparation du rapport qui a été remis à l'Association de gestion du Fonds paritaire national ce 28 juin 2019 justifiant de l'utilisation des financements reçus durant l'exercice 2018, après les contrôles effectués par notre commissaire aux comptes.

Il a par ailleurs participé à la présentation en instance nationale des demandes de financements adressées par les structures et les Solidaires locaux, à la proposition d'un formulaire pour les demandes, ainsi qu'à la rédaction d'un projet de charte financière.

La prochaine réunion du groupe de travail Budget est fixée au 17 septembre 2019, de 10 à 16 heures en salle 3 au 31 rue de la Grange aux Belles.

Cette présentation des comptes 2018 porte sur les sujets les plus importants de l'exercice et notamment ceux qui engagent sur le long terme l'Union syndicale Solidaires.

1. Les cotisations reçues des structures membres en 2018 (428.557 euros) sont en baisse par rapport à l'exercice 2017 pour un taux de cotisation identique de 4,25 euros par an et par adhérent-e (*page 5, compte de résultat, autres produits d'exploitation, cotisations*). Cela s'explique en partie par le fait que des structures n'ont pas versé leur cotisation 2018 : FSIE, Sna Sud Convoyeurs de Fonds, Solidaires Autorité de la Concurrence, Solidaires Epics Recherche, Sud Banques, Sud Centrale Solidaires, Sud Vpc. Ce qui doit correspondre à l'équivalent d'environ 500 adhérent-es; Pour rappel, le syndicat Snape Afb (ex Snape Onema) a quitté l'Union syndicale Solidaires en décembre 2017.

2. L'Union syndicale Solidaires a conclu un bail en juillet 2017 pour nos nouveaux locaux au 31 rue de la Grange aux Belles. Cela nous a amené à mobiliser courant 2017 et 2018 des fonds importants qui sont enregistrés dans les comptes de bilan et le resteront en grande partie sur toute la durée du bail qui est de 9 ans.

Nous avons dédié un de nos livrets d'épargne pour servir de compte de nantissement afin de respecter une clause de notre bail qui nous oblige de pouvoir garantir l'équivalent d'un an de loyer hors charges. Cette somme est immobilisée durant toute la durée du bail, tout en portant intérêt. A la date de clôture sa valeur (561.286 euros) est incluse dans le montant totale de nos disponibilités (*page 2, Bilan, disponibilités*). Une caution a aussi été versé à notre bailleur (137.500 euros) et elle n'est donc plus dans nos disponibilités mais constitue une immobilisation financière que nous pourrions récupérer en fin de bail (*page 2, Bilan, autres immobilisations financières*). Pour financer ce compte de nantissement et cette caution, il a été demandé la participation du Cefi, de Solidaires Fonction Publique et de Solidaires Paris. Ces participations (440.000 euros) apparaissent enregistrées comme des dettes de Solidaires (*page 3, Bilan, Emprunts et dettes assimilées*).

Pour l'aménagement des nouveaux locaux, il a été engagé courant 2017 et 2018 des travaux ainsi que des achats pour du mobilier et des équipements de réseaux (761.977 euros) qui constituent des biens de l'Union (*page 2, Bilan, Autres immobilisations corporelles*). Ces biens seront amortis sur toute la durée du bail, une partie des amortissements (78.218 euros) ont été déclarée en utilisation des financements pour nos besoins de formations (*page 6, compte de résultat, sur immobilisations dotations aux amortissements*). Il avait été aussi demandé la participation du Cefi, de Solidaires Fonction Publique et de Solidaires Paris pour financer ces travaux. Leurs participations apparaissent en subventions dans le passif et le

total initial en 2017 (350.000 euros) est réduit chaque année d'un prorata de l'amortissement des travaux (*page 3, Bilan, Subventions d'investissements sur bien non renouvelables*).

L'Union est l'unique locataire dans le bail et s'acquitte directement des règlements de loyers (555.128 euros) et charges locatives dues au bailleur (13.878 euros) ainsi que des taxes foncière et de bureau (20.004 euros), constituant ainsi une partie importante du compte de résultat (*page 6, Compte de résultat, services extérieurs et autres services extérieurs*). Chaque structure résidente a signé une convention avec l'Union fixant une participation aux loyers ainsi qu'aux charges de fluides et de fonctionnement. Il a été facturé à celles-ci pour 504.401 euros de participations (*page 5, compte de résultat, productions vendue de services*). Le mode de calcul pour la participation aux charges est discuté et validé en réunion du comité de gestion de la Grange aux Belles.

3. Les financements reçus du Fonds paritaire national constituent quantitativement la partie la plus importante du compte du résultat avec un montant total de 2.588.588 euros reçu et utilisé en 2018 pour les trois missions définies par la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale : participation à la gestion des organismes paritaires, participation à l'élaboration des politiques publiques et formation syndicale (*page 5, compte de résultat, subventions d'exploitation*).

Les montants non utilisés sur les missions politiques publiques (6.721 euros) et formation syndicale (142.552 euros) sont enregistrés dans le passif (*bilan, page 3, produits constatés d'avance*). Une lettre de demande de report a été adressée à l'Association de gestion du fonds paritaire national (AGFPN) pour l'utilisation de ces financements d'ici le 31 décembre 2019.

Pour rappel, les rapports de l'Union syndicale Solidaires détaillant l'utilisation des crédits versés par le Fonds paritaire national sont consultables à cette page : <https://solidaires.org/Comptes>

L'utilisation principale de ces financements s'est faite par le reversement au Cefi, aux structures membres et Solidaires locaux pour 1.876.444 euros (*page 6, compte de résultat, subventions accordées par l'association*). La trésorerie nationale continue à ce jour de relancer des Solidaires locaux qui doivent nous retourner des pièces justificatives afin d'effectuer les versements.

4. Concernant les participations aux derniers congrès, lors du Comité national d'octobre 2018, il a été présenté un état des créances enregistrées dans la trésorerie nationale correspondant à des factures adressées à des structures pour leurs délégations aux congrès de 2014 et 2017. Il avait été demandé aux structures ne pouvant pas régler leur participation pour le congrès 2014 de confirmer par écrit leur demande d'abandon de créances et la raison.

Solidaires Etudiant-es a demandé l'abandon des créances la concernant pour 2014 et 2017. Depuis seule Solidaires Intérim s'est acquittée de sa dette pour 800 euros en décembre dernier. Si des réponses ont pu être données par plusieurs structures après relances faites par la trésorerie nationale, force est de constater que la méthode proposée lors du Comité national d'octobre – soit d'adresser un courrier de demande d'abandon de créance pour la bonne tenue de notre comptabilité - n'a pas été suivi d'effet... il est proposé au bureau national de prendre la décision d'abandonner toutes ses créances ou à défaut de solliciter la commission de contrôle financier.

A ce jour, ces montants non acquittés pour un total de 18.000 euros sont comptabilisés sur le compte des créances douteuses et les structures concernées sont : ALTER (1.600 euros), SNABF (800 euros), Solidaires CCRF (800 euros), Solidaires Epics Recherche (800 euros), Solidaires Industrie (2.000 euros), Solidaires Justice (800 euros), STCPOA (400 euros), Sud Autoroutes (1.600 euros), Sud Banques

(1.600 euros), Sud Convoyeurs de Fonds (1.600 euros), Sud Fnac (800 euros), Sud Prévention Sécurité (1.600 euros), Sud Sdis National (2.400 euros), Sundep (1.200 euros).

Concernant la participation au Congrès 2017 de Saint Briec, il avait été validé en instance nationale que les structures participeraient a minima à hauteur du nombre de délégué-es qu'elle déclarerait à la date limite du 2 février 2017 et ce à hauteur de 400 euros par délégué-e. A ce jour, les structures suivantes n'ont toujours pas acquitté leur participation malgré une nouvelle relance de la trésorerie nationale : Solidaires IDD, FSIE, Solidaires Ratp, Solidaires BHV, Sud Fnac, Sud FPA, Sud INSEE, Solidaires Intérim, Sud SDIS, SNHR et Solidaires Yvelines (qui avait demandé à avoir une délégation de trois personnes).

Une provision de 40.000 euros a été constituée pour le Congrès de 2019 à Saint-Jean de Monts (page 3, bilan, provisions pour risques et charges).

5. Le compte de résultat de l'exercice 2018 étant excédentaire de 84.490 euros (*page 3, bilan, résultat de l'exercice*), il est proposé d'affecter ce résultat à nos réserves.

[Retrouver cette note et le rapport de notre Commissaire aux comptes à la fin de celle-ci.](#)

La présentation en Bureau national s'est effectuée en deux temps : les documents financiers, le réalisé du budget.

Quelques éléments marquants ont été pointés, notamment :

- Un Budget 2018 sous-évalué.
- Des lignes largement dépassées dans le bloc développement (éditions, matériel, journal, Utopiques) et cela a été rendu possible par le FPN du fait d'une sous-utilisation de ce qui était budgété sur celui-ci par le CEFI et les structures nationales. Nécessité de dépenser tout le FPN.... car on était au-dessus du seuil de 20% de report possible. Après arbitrages en Groupe de travail budget et en SN des dépenses « Manifestations » ont été basculées sur « matériel ».
- Des lignes aussi dépassées dans le bloc fonctionnement (fournitures de bureau, télécoms/frais postaux, maintenance, nettoyage) et non-budgétées (travaux, assurances, taxes) consistent en des achats pour les locaux interpro et de formation (ils auraient dû être présentés dans ce troisième bloc pour une meilleure lisibilité du réalisé !). Ils ont été financés en refacturant une partie aux structures résidentes de la GAB (dans les produits).
- Excédent budgétaire de 53 299€ rendus possible par la réintégration de la quote-part de l'amortissement des travaux, déclarés en charges utilisations FPN et non réclamés par le Cefi, Solidaires Fonction publique et Solidaires Paris....

Principaux éléments des interventions

- **SUD Éducation** : Sur les comptes on avance, on suit et on est d'accord. On a un souci avec ces structures qui n'ont pas payé et refusent même de se manifester ne serait-ce que pour demander qu'on abandonne leur dette... Il faudra se poser la question de leur place sans Solidaires et l'accord de financement qu'elles pourraient demander plus tard. Absence de beaucoup de structures à ce BN est aussi problématique.
- **SUD Collectivités Territoriales** : Ok avec l'analyse de SUD Educ et que les problèmes passés aient été surmontés. Sur les mauvais payeurs, pour une intervention de la commission de contrôle financier. Certaines ont les moyens de payer.

- **Solidaires CCRF** : ce n'est pas Solidaires CCRF qui n'a pas payé, mais Solidaires Autorité de la concurrence, à ne pas confondre et donc à corriger.
- **SUD CAM** : on étaient les plus critiques il y a quelques années, mais l'évolution est positive et le GT fonctionne bien. Rappelle que l'un des critères important de la représentativité est la publication des comptes. Salue le travail des deux trésorier-es qui plus est toujours disponibles. Deux choses : il y a des structures qui ne payent pas parce que ne le peuvent pas (SESL...) d'autres qui le peuvent mais ne font pas et surtout n'en parlent pas. Ça ne va pas avec notre idée de Solidaires. Sur l'histoire du Sundep, il y a déjà eu plusieurs discussions.
- **SUNDEP** : On a des créances douteuses. On a échangé sur l'abandon des créances du congrès 2014 et on avait un accord.
- **SUD PTT** : un groupe de travail pour aider les trésorier-es de Solidaires avec beaucoup de travail, ça permet de bien fonctionner. Il sort de tout ça quelque chose de pas mal.
- **SUD Recherche EPST** : pareil que les précédentes interventions. Mais on est encore trop dépendants du FPN et fragiles vis à vis de notre activité syndicale de base. Mais bon, on va dans le bon sens, participer au GT a permis de mieux comprendre le boulot peu gratifiant des trésorier-es. Des organisations qui ne participent pas aux instances, ne payent pas et ont usé de leur droit de veto, ça pose un vrai problème politique.
- **SUD Commerce et Services** : deux et pas trois points. Dans notre maison commune, il est nécessaire d'être à jour de cotis et de créances, une intervention appuyée de la commission de contrôle est souhaitable. Journal Expressions Solidaires : 30% plus cher. Pour nous, c'est une danseuse. On pourrait dépenser cet argent ailleurs, on ne voit plus la place de ce journal sous cette forme. Même si on aime bien la page centrale.
- **SUD Culture et Médias Solidaires** : la numérisation existe et on est quand même attaché au support papier. Avoir quelque chose à transmettre physiquement est utile. Sur les dettes et cotisations, pourquoi le BN ne pourrait pas prendre une décision politique plutôt que de se défausser sur la commission de contrôle.
- **Simon (SN)** : sur le journal, la commission communication a commencé un travail de réflexion. Ce travail sera présenté dans une prochaine instance.
- **Sébastien (SN)** : il faut respecter notre fonctionnement commun, ce qui n'est pas le cas de certaines structures qui ne répondent pas sur leurs dettes. Le Sundep a fait les choses dans les formes pour apurer la créance. Mais qui décide de qui participe ou pas au congrès, ça ne peut pas être les seul-es trésorier-es. A chaque congrès, on en est de 25 000 euros. Soit le BN décide d'abandonner les créances douteuses, soit les maintient, ceci doit être résolu dans le cadre du budget. C'est une question d'arbitrage mais la trésorerie ne veut pas se substituer aux instances.
- **SUD Recherche EPST** : le BN peut voter un texte fustigeant on ne sait qui, ça a du sens mais l'avantage que ce soit la commission de contrôle qui prenne en charge, c'est qu'elle peut contacter chaque mauvais payeur. Le CR fait état des points de vue des présent-es.
- **Véronique (SN)** : il a été acté lors d'un précédent BN que les structures qui ne pouvaient pas payer fassent un écrit pour les prochaines instances. Mandat clair pour relancer les créances de

2014. Certaines structures font les mortes... On a validé les demandes 2018 au CN, on a fait les conventions qui ont été envoyées. A ce jour, malgré les relances, des structures et SL n'ont toujours pas renvoyé les conventions signées.

- **SUD Éducation** : sur les créances : au dernier CF de la fédération, on a proposé que les structures pas à jour de cotisations ne puissent voter. Pourrait être le cas pour Solidaires. Que fait-on des créances ? Classiquement, l'excédent est affecté aux réserves, on a pas d'autre choix.
- **SUD Éducation** : sur le journal, demande d'éclaircissements du budgété. Sur les déplacements du SN, qu'est-ce qui n'a pas été bien budgété et pourquoi ?
- **Véronique** : les camarades du GT ont eu accès à toutes les lignes. Matériel Solidaires : affiches, autocollants, un gros stock de matériel réutilisable, un investissement sur une longue durée. On a validé en instance l'achat de chasubles pour 21 000€, investissement sur 2/3 ans et sont revendus. Déplacements du SN : on était resté sur les mêmes bases. Deux camarades qui font les A/R dans d'autres régions. Plus un déplacement du SN en Martinique pour accords avec CDMT ainsi que pour son congrès.

VOTES

Créances du congrès 2014 : vote pour ne pas abandonner les créances et reconduction sur 2019 avec mandat à la commission de contrôle des comptes : Adopté au consensus

Approbation des comptes : Adopté au consensus

3. Journées « Et voilà le travail » les 26/27 novembre 2019

⇒ Pour mémoire, [le flyer de présentation de ces deux journées](#).

Principaux éléments des interventions

- **Sud Recherche EPST** : Demande d'un suivi des inscriptions. Le dépliant n'est pas clair sur l'inscription par atelier, peut être que ça l'est plus sur le site.
- **Éric** : deux séances et non 4, les ateliers durent toute la journée, comme cela a été présenté dans les précédentes instances. Nous avons pris en compte des remontées sur les précédentes journées sur ces thèmes.

4. Campagne « Stop impunité »

⇒ Rappel du contenu de la note préparatoire « Multinationales -ATTAC, Campagne Stop impunité »

Les multinationales disposent aujourd'hui d'un pouvoir économique et politique sans commune mesure. Leur capacité à faire du lobbying dans les lieux de pouvoir et la complicité ouverte de la plupart des Etats, qui leurs fournissent souvent des passe-droits, leur donnent une capacité de nuisance énorme : exploitation des travailleurs et des travailleuses, destruction de l'environnement, criminalisation des populations qui résistent, comme nous le constatons aujourd'hui encore au Brésil dans la forêt amazonienne, voire même disparitions et assassinats de militant-es dans certains pays...

Nous pouvons nous y opposer en créant davantage de solidarité internationale entre les travailleurs et travailleuses, comme nous le faisons dans le cadre de notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes et d'autres réseaux auxquels nous participons au niveau de multinationales comme Amazon, Renault-Nissan ou encore Apple. Solidaires a également adhéré à la Campagne globale qui regroupe des organisations de nombreux pays afin de soutenir la ratification par l'ONU d'un Traité international contraignant pour les multinationales pour les droits humains et l'environnement. Enfin, la campagne de Solidaires « Stop Multixploitation ! » visait aussi à dénoncer les multiples formes d'exploitation dont sont responsables les multinationales.

Dans le même temps nous travaillons à voir quelle utilisation nous pouvons faire de la loi française sur le devoir de vigilance des multinationales dans certains groupes où nous sommes présents : par exemple une action vient d'être lancée par Sherpa sur le non-respect des droits syndicaux à Téléperformance en Amérique Latine.

Dans la même perspective, Attac nous propose aujourd'hui de nous joindre à la campagne « Stop impunité » que cette organisation met en place.

Concrètement, selon l'un-e de ses représentant-es l'objectif proposé par Attac est de montrer « les méfaits des multinationales en ciblant certaines des « pires » : Bayer-Monsanto, Amazon, Total et BNP-Paribas. Il s'agit de dénoncer le fait qu'elles réalisent des profits faramineux parce qu'elles échappent à l'impôt, détruisent la planète et exploitent leurs salarié-e-s. Cette impunité fiscale, sociale et environnementale n'est plus supportable et nous voulons la mettre en lumière pour forcer les Etats à prendre des mesures contraignantes. Nous avons souhaité nous adresser aux client-e-s de ces entreprises en leur distribuant de faux bons de réduction, et nous avons mené des actions de désobéissance civile. Ce printemps, Attac a ainsi ciblé Bayer-Monsanto : des abeilles sont allés repeindre le siège français avec du faux miel, puis nous avons installé une scène de nature morte pour symboliser le chaos environnemental et sanitaire auquel nous mène la firme qui commercialise le RoundUp. Nous allons amplifier cette campagne à la rentrée, particulièrement lors d'une **semaine d'action européenne du 11 au 19 octobre**. En effet, **à Genève du 14 au 18 octobre**, l'Union Européenne et les Etats membres risquent de ne pas soutenir le projet de traité contraignant sur les entreprises multinationales responsables de violations des droits humains dans leur chaîne de production ».

Comme les années précédentes, Solidaires sera représentée à Genève, avec nos partenaires de Coalition française et de la Campagne globale.

*« ; au même moment à Vienne, les mêmes risquent de pousser pour renforcer le système de justice parallèle des multinationales (ISDS), et pour créer une cour mondiale réservée aux multinationales pour attaquer les Etats. Nous voulons donc mettre la pression pour mettre fin à l'impunité des multinationales. Si vous pensez que les multinationales ont trop de pouvoir dans notre société et qu'il est injuste que des personnes aux quatre coins du monde n'aient pas accès à la justice lorsque leurs droits sont bafoués par les entreprises, alors que les multinationales ont leur système de justice parallèle, créé spécialement pour préserver leurs intérêts, passez à l'action avec nous ! En France, de nombreuses actions seront menées **samedi 12 octobre** et nous invitons les militant-e-s de Solidaires à prendre contact avec les comités locaux d'Attac pour y participer ».*

Principaux éléments des interventions

Diffusion d'une vidéo.

Florence : Campagne qui prend de l'ampleur pour le prochain trimestre. Compte sur Solidaires pour certaines actions.

Didier : cette campagne fait suite à la campagne présentée au CN de janvier avec une pétition ciblant les multinationales. Conséquences sociales et environnementales. Un peu difficile à lancer la campagne notamment sur un plan pratique sur les modes d'actions. Une nouvelle opportunité dans cette 2ème partie de campagne pour relancer de notre côté et inciter les équipes militantes pour s'inscrire dans les actions futures prévues. Ciblage des multinationales et suivi des négus dans le cadre de l'ONU sur un traité contraignant pour les multinationales. On a tout intérêt à se joindre à cette campagne.

Florence : 200 organisme de 16 pays. 42 organisme en France CCFD, Terre Solidaire, les amis de la terre et ATTAC. Regroupement de 2 campagnes. Possibilité d'aboutir à l'obligation faite aux multinationales de rendre des comptes. Actuellement les victimes ne peuvent pas attaquer les multinationales. Il y a une justice parallèle d'exception qui permet aux multinationales d'attaquer les Etats. Plus de 900 procès en cours, le plus connu étant Chevron Texaco. Les multinationales gagnent la plupart du temps et quand elles perdent ça retombe sur les contribuables. (Stop Tafta, stop Ceta). Attac a eu du mal dans ses comités locaux à lancer la campagne dans sa 1ère phase. Du matériel a été mis en place sous forme de faux bons de réduction : Amazon, BNP Paribas, Bayer Monsanto, Total. De plus ces 4 entreprises sont hébergées dans des paradis fiscaux.

Dates clefs : 12 octobre - début de la réunion sur le traité onusien. L'UE se défile pour cette 5ème session de négos. Manif en Europe et dans le monde.

A Vienne, l'Europe défend la négo d'un tribunal arbitral (cours multinational d'investissement). ATTAC prévoit 50 actions avec les comités locaux et tous les partenaires de la campagne. Un kit est en préparation. Actions d'éducation populaire (tract, théâtre de rue...), actions d'occupations et de blocages. Un bus va aller également de Genève à Vienne (Attac Allemagne). A chaque étape, actions devant des sièges de multinationales. La 3ème séquence, aller vers Noël, pas d'impunité sous le sapin. Toucher les consommateurs. Cibler Amazon ! Lors du black friday le 29 novembre des actions seront montées pour au moins amener à une réflexion.

Signer la pétition www.stop-impunité.fr avant en perspective le forum de Davos en janvier 2020.

Site : www.stopisds.org on trouve toute les infos. Egalement sur le site d'Attac « stop impunité ».

SUD Recherche EPST : il existe aussi un site www.stop-impunité.org ?

Florence : renvoi sur le site www.isds.org

SUD PTT : bien de partir de l'expertise à l'éducation populaire. Pratique et simple à utiliser. Parallèle avec « devoir de vigilance » et la lutte des sans papier de Chronopost. Interpellation de la direction de la Poste et mise en demeure.

Florence : une loi en France en 2017 qui permet d'attaquer les entreprises qui ne publient pas un plan de vigilance. Instrument juridique qui permet à des victimes ou des organisations d'attaquer les multinationales (maisons mères et toutes les filiales et sous-traitants). Total.

SUD Education : le guide est-il sur le site ?

Florence : oui bientôt.

SUD Culture et Médias Solidaires : le soi disant mécénat est très pratique pour l'exonération fiscale. Ces entreprises sont souvent dans des conseils d'administration culturels (Total au Louvre par exemple). Vont relayer la campagne. La section au Louvre se met à disposition de la campagne. Problématique de privatisation de l'espace public. Ont fait des action avec le DAL suite au partenariat entre le Louvre et RB&B.

Florence : intéressée car bosse avec 350.org qui ont ciblé le Louvre. S'appuyer sur les militant-es qui bossent à l'intérieur. Il faut que les salarié-es des entreprises soient au courant car les actions peuvent arbitre violentes.

Stéphane : rappel des différents cadres dans lesquels Solidaires est intervenu. Par exemple stop-multiX-ploitation. Difficile de faire vivre seul cette campagne. Par exemple on monte un réseau syndical international chez Amazon. Action aussi chez Deliveroo. Action avec notre Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés. Solidaires est inscrit dans la campagne globale du traité sur le respect des droit humains fondamentaux. Sur les plans de vigilance, syndicalement on peine à les avoir, qui sont de plus difficiles à déchiffrer quand on les obtient. Important de participer à cette campagne. Mutualisation des tous nos moyens.

Florence : pour l'anecdote action dans une station Total, accueil fabuleux car les GJ pensait vraiment avoir un bon d'achat !!!

5. Adhésion de Solidaires Jeunesse et Sports

⇒ **Rappel du contenu de la note préparatoire de Solidaires Jeunesse et Sports**

Demande d'affiliation de Solidaires Jeunesse et Sports à l'Union Syndicale Solidaires

En mars 2018, nous avons informé la commission syndicalisation de Solidaires de notre volonté de créer un syndicat à Jeunesse et Sports. Puis nous l'avons présenté aux Conseils Fédéraux de Sud Education de mai et juin, puisque notre champ de syndicalisation était couvert par Sud Education. Lors du CF du 22 juin 2018, la fédération Sud Education a approuvé notre rattachement direct à Solidaires (27 voix contre 3). Ainsi, au BN de Solidaires du 6 septembre, nous avons pu présenter notre syndicat pour avoir le statut d'observateur. Après une année de fonctionnement, nous souhaitons maintenant être affiliés officiellement à l'Union Syndicale Solidaires.

Le lendemain de ce BN du 6 septembre nous sommes entré.e.s directement dans la mobilisation. En effet lors de l'AG constitutive de notre syndicat, nous avons appris par une fuite dans la presse, la volonté du gouvernement de « détacher » les 1600 Conseillers Techniques Sports (CTS) aux fédérations (un changement de statut qui est une privatisation déguisée).

Rappels sur le secteur J&S

Il rassemble environ 4 250 agents, de la Fonction Publique d'Etat, affectés dans les :

- DRDJSCS : Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (regroupement des ex-DRDJS, ex-DRASS, ex-ACSé)
- DDCS : Direction Départementale de la Cohésion Sociale (regroupant les ex-DDJS, ex-DDASS...)
- l'administration centrale et les établissements J&S : CREPS (Centres de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive), INSEP (institut national du Sport, de l'expertise et de la performance), INJEP (Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire), écoles nationales (de ski et d'alpinisme, d'équitation, de voile...)

Sur les 4 250 agents :

- Environ 2 800 professeurs de sport (corps différent des profs d'EPS) dont 50 % exercent dans les fédérations sportives comme Conseillers Techniques Sportifs et 50 % dans les services (DR, DD) ou établissements JS en tant que formateurs-rices
- Environ 750 agents administratifs
- Environ 500 Conseiller.e.s d'Education Populaire et de Jeunesse (CEPJ)
- Environ 200 inspecteurs.rices Jeunesse et Sport (qui occupent majoritairement les postes hiérarchiques et d'encadrement)

Elections professionnelles 2018

Un Comité Technique Ministériel (CTM) spécifique au secteur JS gère la politique et le fonctionnement des services et établissements du secteur. En décembre 2018, aux élections professionnelles, nous avons obtenu 7,2% des voix et donc 1 siège au CTM (sur 15), avec le soutien de Sud Education. Nous sommes passés 4e syndicat derrière l'UNSA (44% qui perd 8%), la CFDT (21,3%) et la FSU (19,5%) mais devant la CGT (5,5%) et FO (2,5%). Ce résultat nous a donné des moyens syndicaux non négligeables : 1,6 ETP donné par l'administration après seulement 3 mois d'existence.

Retour sur une année de mobilisations

En matière de mobilisation, nous avons donc été servis dès notre création avec le projet de détachement des CTS ainsi que le projet de création d'une agence publique-privée pour vider le ministère de ses prérogatives.

Avec un ministère déjà défaillant, nous savions que cette agence serait encore plus grave. Elle intègre notamment le MEDEF dans les organes directeurs des politiques publiques, ce qui est évidemment inacceptable. Malgré notre investissement dans l'intersyndicale où nous étions en phase avec la CGT, notre mobilisation n'a pas été suffisante, laissant le champ libre au gouvernement qui a attaqué une première fois en avril avec la création de l'agence (via 2 décrets et 2 arrêtés). Nous avons attaqué ces textes au Conseil d'Etat mais le gouvernement a ensuite fait passer l'agence par la loi, début juillet 2019 !

Sur la mobilisation contre le « détachement des CTS », nous (l'ensemble des personnels JS) avons obtenu par contre une belle victoire puisque le parlement a retoqué, contre l'avis du gouvernement, la possibilité de les « détacher » aux fédérations. Malheureusement, cette victoire est restée sectorielle puisque la possibilité de détacher des fonctionnaires au privé a été rendu possible pour tous les autres corps de fonctionnaires (depuis la loi FP votée en juillet 2019).

Globalement, sur cette année, nos modes d'actions et notre positionnement idéologique plus radical ont été perceptibles par les collègues et ont plutôt bousculé le ministère, ce qui n'est qu'un début, nous l'espérons. Mais nous restons un syndicat avec un petit effectif (25 adhérent.e.s à jour de cotisation fin août 2019) et cette 2e année devrait être une année de confirmation et de développement. Nous devons aussi nous concentrer pour que des personnels administratifs et des personnels précaires (vacataires et contrac-

tuels) nous rejoignent. Nos sections locales sont pour l'instant implantées à Paris-IDF, Amiens, Poitiers, Dijon, Valence, Marseille...

Au sein de Solidaires

Notre présence au sein de Solidaires a été d'une grande importance pour notre syndicat. Déjà grâce au réseau de camarades des différentes espaces, la coordination Fonction Publique, les syndicats, le secrétariat national...qui nous ont appuyé et soutenu à chaque fois que nous en avons eu besoin. Bien souvent, cela nous a permis de démêler des situations complexes et nous a mis au niveau de syndicats expérimentés ! Appartenir à l'Union syndicale Solidaires est d'un grand apport de par les différentes ressources sur lesquelles nous pouvons compter.

De plus, la décharge syndicale de Solidaires Fonction Publique est très importante aussi avec 0,4 ETP pour soutenir notre développement.

L'aide pour les élections de la coordination FP - soutien financier et conseils - a été déterminante pour obtenir le siège au CTM.

Notre syndicat a commencé à s'impliquer dans les instances (BN, CN, journées stratégie...) et des commissions de Solidaires (commission FP, syndicalisation, conditions de travail, Femmes, formation).

Même si, nous aurions souhaité être plus présent.e.s, nous avons saisi très vite l'utilité et la richesse de ces espaces pour nous former. Nous allons chercher à renforcer progressivement notre présence dans l'interprofessionnel qui nous semble essentiel pour le développement de notre syndicat.

Cette première année nous a confrontés aux défis posés au syndicalisme de lutte et de classe que nous souhaitons développer. Malgré les difficultés rencontrées, nous sommes plus que jamais déterminé.e.s pour continuer à construire un syndicalisme de transformation sociale.

Le collectif d'animation de Solidaires JS : solidairesjs@net-c.com - facebook.com/solidaires.js.79 - twitter.com/SolidairesJS - instagram.com/solidairesjs/

Vote à l'unanimité pour l'adhésion de Solidaires J&S.

6. Divers

Formation « Organisation et sécurisation d'initiatives publiques » des 14 et 15 novembre à Paris

Un rappel a été fait sur l'importance de cette formation qui peine pour l'heure à se remplir.

Toutes les infos sur ce stage : <https://solidaires.org/La-formation-syndicale#a16687>

Il est rappelé qu'une note avait été envoyée aux structures membres de notre Union syndicale pour sensibiliser celles-ci sur ces questions et appeler à un renforcement d'un SO qui nous voulons à l'image de notre syndicalisme.

Au-delà de ce stage national, les camarades sont disponibles pour des stages locaux, pour intervenir dans les instances de structures membres,...

RAPPEL DU CALENDRIER DES PROCHAINES INSTANCES NATIONALES 2019

-
- => Comité national d'OCTOBRE : mercredi 2 et jeudi 3**
=> Bureau national de NOVEMBRE : jeudi 7
=> Bureau national de DECEMBRE : jeudi 5

31 Rue de la Grange-aux-belles 75 010 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org

www.solidaires.org
<https://fr-fr.facebook.com/USolidaires>
<https://twitter.com/UnionSolidaires>
https://www.instagram.com/union_solidaires